Family offices : les sections 13O et 13U et le single family office

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

À la fin de 2020, environ 400 single family offices à Singapour bénéficiaient d'une incitation fiscale accordée par la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière). Quatre ans plus tard, ils étaient plus de 2 000, un niveau qui s'est maintenu depuis.[1] Peu de segments de la place financière ont autant retenu l'attention du public au cours de ces années. Le family office est devenu le symbole du nouveau rôle de Singapour comme port d'attache de la fortune privée asiatique. Après 2023, il est aussi devenu le symbole des risques que cette fortune apporte avec elle.

Ce chapitre examine le cadre juridique qui a rendu cette croissance possible et les conditions dont l'État l'a assortie. L'incitation fiscale est accordée au fonds d'investissement qui détient les avoirs de la famille, en vertu des sections 13O, 13OA et 13U de l'Income Tax Act 1947. Le family office qui gère le fonds n'est pas soumis à licence, bien qu'il doive, depuis juin 2026, se déclarer auprès de l'autorité de surveillance et déposer des rapports annuels. Le chapitre décrit l'essor du single family office, les régimes fiscaux et leurs conditions, l'exemption de licence et les attentes en matière de surveillance, les exigences de substance, de dépenses locales et

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

d'investissement local, ainsi que le contrôle renforcé qui a suivi l'affaire de blanchiment de 2023. Il se termine par les conséquences pratiques pour les familles et leurs conseillers et par une comparaison avec Genève et Hong Kong.

Le volume consacré à Genève décrivait le family office comme un produit de la tradition de banque privée de cette ville, où les familles et leurs conseillers ont bâti de telles structures bien avant que le droit ne s'y intéresse. Singapour offre le cas inverse. Ici, l'État a défini les conditions dans lesquelles les family offices s'établiraient, fixé des seuils chiffrés pour leur taille, leur personnel et leurs dépenses, et ajusté ces seuils chaque fois que l'équilibre politique se déplaçait. Le régime des family offices illustre donc de façon condensée la méthode de Singapour en tant que place financière : une incitation assortie de conditions, administrée par une autorité de surveillance dotée d'un large pouvoir d'appréciation et révisée à intervalles rapprochés.

L'essentiel

Un single family office gère la fortune d'une seule famille et ne sert aucun client tiers, raison pour laquelle Singapour ne le soumet pas à licence. L'exonération fiscale est accordée au véhicule de fonds en vertu de la section 13O ou 13OA (20 millions de S$ en placements désignés pour les fonds de family office) ou de la section 13U (50 millions de S$), sous réserve de conditions relatives aux professionnels de l'investissement, aux dépenses locales, au déploiement de capitaux à Singapour et à un compte en banque privée. Le nombre de family offices bénéficiant de ces incitations est passé d'environ 400 à la fin de 2020 à plus de 2 000 à la fin de 2024 et de 2025. Depuis le 15 juin 2026, tout single family office doit remplir les conditions d'une exemption par catégorie, se déclarer auprès de la MAS dans les 14 jours suivant le début de son activité et déposer des rapports annuels, les family offices existants disposant d'un délai jusqu'au 15 juin 2027. L'affaire de blanchiment de 2023, dans laquelle six fonds de family office bénéficiant d'incitations étaient liés aux personnes condamnées, a conduit à un filtrage plus strict et à un recours accru aux banques comme gardiennes de l'accès au système.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Monetary Authority of Singapore, réponse écrite de Gan Kim Yong, vice-Premier ministre, ministre du Commerce et de l'Industrie et président de la MAS, à une question parlementaire du professeur associé Jamus Jerome Lim, 5 février 2025 (mas.gov.sg, « Written reply to Parliamentary Question on licensing of SFOs under the SFA ») : le nombre de SFO bénéficiant d'incitations fiscales est passé d'environ 400 à la fin de 2020 à plus de 2 000 à la fin de 2024. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com